

« Une nouvelle fois, la société française paraît saisie de convulsions totalement disproportionnées à la réforme, au demeurant modeste, que tente de mettre en œuvre un gouvernement. [...] En quelques semaines, voici en effet qu'un projet de réforme partielle des retraites, [...] qui n'a rien de révolutionnaire, a mis le corps social cul par-dessus tête. »

C'était en mai 2003. À l'époque, la voix de tous les pouvoirs, Pierre-Luc Séguillon, s'égosillait sur LCI pour défendre une contre-réforme tellement « modeste » qu'elle allait imposer à l'ensemble des travailleurs un allongement de la durée de cotisations à 41 ans, et pour les fonctionnaires, le passage de 37,5 à 40 annuités. Vingt ans et quatre réformes des retraites plus tard, les chiens de garde médiatiques, déterminés à défendre un énième recul social, reprennent à nouveau tous en chœur leur refrain : « la-réforme » est nécessaire, inévitable et il n'y a pas d'alternative.

SERVICE APRÈS-VENTE, JOURNALISME DE CLASSE

Les sommités éditoriales n'ont pas attendu les annonces d'Élisabeth Borne pour promouvoir la réforme des retraites. Les éléments de langage du gouvernement sont relayés avec d'autant plus de complaisance que l'information économique reste confisquée par les spécialistes d'un prêt-à-penser où les partis-pris néolibéraux sont autant d'« évidences » indiscutables, et rarement discutées. « *Que la France travaille plus n'est-ce pas, bêtement, le sens de l'histoire ?* » résume Nicolas Demorand (France Inter, 2/01). « *Plus nécessaire que jamais* » pour la chefferie du *Figaro* (Europe 1, 4/01), « La-Réforme » est « *indispensable* » pour Françoise Fressoz, éditorialiste au *Monde*, dès le mois de décembre. Et *Le Parisien* de reconnaître qu'« *il faudra du courage pour mener à bien cette réforme rendue nécessaire mais impopulaire chez les Français* ».

Une alternative ? « *La réforme ou le déclassement* » répond l'éditorial du *Télégramme* (12/01) ; « *la réforme ou la faillite !* » propose Sonia Mabrouk (Europe 1, 11/01), tandis que dans *Ouest France*, on prend la plume pour prêcher la bonne parole aux lecteurs : « *La plus grande injustice n'est pas de s'organiser*

pour travailler plus longtemps en étant attentif aux situations difficiles. C'est de financer notre modèle social sur le dos des jeunes générations qui devront rembourser nos dettes. » (14/01) Sur les chaînes d'information en continu, les experts économiques se succèdent... et se ressemblent : après avoir vanté une réforme « *relativement sociale* », Pascal Perri cède sa place à François Lenglet, qui salue une réforme à la « *composante redistributive très importante.* » (LCI, 10/01).



Mais trop peu d'espace, *a contrario*, pour expliquer les raisons pour lesquelles la majorité des « Français » refuserait cette réforme bénie des dieux médiatiques – selon ces sondages dont les professionnels du commentaire sont par ailleurs si friands... Et trop peu d'espace pour informer sur les propositions de celles et ceux qui se mobilisent contre cette réforme.

Des matinales radiophoniques aux journaux d'information en passant par les magazines d'actualité et les émissions de « débat », le gouvernement peut ainsi compter sur un vaillant (et fourni) escadron de « pédagogues », déterminés à « éduquer » les récalcitrants, nécessairement ignorants ou mal informés.

Le périmètre du « débat » est strictement balisé... et gare aux sorties de route ! Car la contribution médiatique à la pédagogie réformatrice consiste notamment à disqualifier ou occulter les diagnostics et propositions alternatifs à ceux promus depuis quarante ans. La retraite à 60 ans ? « Ça ne sera pas retenu hein, je vous le dis tout de suite ! [...] On s'éloigne du sujet ! » répond à un député de La France insoumise un Olivier Truchot en première ligne des gardiens de l'ordre (BFM-TV, 3/01). Avec des opposants maltraités dans la plupart des espaces de l'audiovisuel, le « pluralisme » n'est que fantoche et le « débat démocratique », mutilé par des journalistes pourtant censés l'organiser.

LES PROPHÈTES DE LA DÉMOBILISATION SOCIALE

La semaine ayant précédé la mobilisation du 19 janvier s'est naturellement accompagnée d'une nouvelle ode médiatique à la démobilité sociale.

Diagnostiquer à grands coups de sonde l'état de « l'opinion » et les états d'âme des « Français », s'interroger de préférence sur leur fatalisme et leur résignation, les constater souvent, en parler beaucoup, prédire – après enquête ! – l'étendue des « galères » du prochain « jeudi noir », en parler beaucoup, estimer (à la baisse) la résistance du front syndical, disserter sur les violences (des manifestants) lors des mobilisations qui n'ont pas encore eu lieu : tout l'arsenal des médias dominants, tenus par des milliardaires ou soumis au pouvoir politique, pour pilonner un mouvement social sans en avoir l'air.

Se positionnant de fait, sous couvert de « commentaires », comme autant d'acteurs politiques dans le débat public, bien décidés à mater le « désordre » redouté, les éminences médiatiques font la leçon

SOUVENIRS DE 2013...



aux syndicalistes : « Vous savez très bien que vous allez échouer ! » lance Estelle Denis sur RMC ; « Mais vous savez que de toutes les manières, il passera ce texte », prétend Léa Salamé sur France Inter ; « Vous savez déjà que de toute façon, à la fin, vous perdez ! » sentence encore Apolline de Malherbe sur BFM-TV/RMC... avant même le début du commencement de la mobilisation. Pour que le fatalisme se répande, rien de tel, en effet, que de le prêter à toutes et à tous et de le rabâcher en continu.

Si les violences médiatiques ne font que commencer, cette première (et virulente) campagne témoigne de la nécessité de durcir le rapport de force avec les médias dominants, dont les chefferies défendront toujours âprement l'ordre social établi... et les intérêts de ceux qui le dominant.

Matraquage anti-grévistes sur RMC

La CGT envisage de couper l'électricité dans les permanences des élus ? Daniel Riolo sort de ses gonds : « [Ce] sont des extrémistes qui ne veulent pas d'une vie politique telle qu'on l'entend dans notre société, dans notre République, mais qui veulent l'usage de la force pour faire passer leurs idées. Donc on est bien en présence de ce que je disais tout à l'heure : de mouvances fascistes. » (17/01) Ça promet...

POUR ALLER PLUS LOIN SUR LE SITE D'ACRIMED

- * Réforme des retraites : l'éditocratie en ordre de bataille *
- * Retraites : quatre journalistes contre Marine Tondelier *
- * Retraites : LCI pulvérise le pluralisme *
- * Retraites et démobilité sociale : l'éternel retour *

Et aussi « Retraites : 'L'argument est toujours de dire qu'il n'y a pas d'alternative' » (Arrêt sur images)

WWW.ACRIMED.ORG

SOUTENEZ LA CRITIQUE DES MÉDIAS !